



Abandon de missions, dégradation des conditions de travail. Les agents de la DDFIP n'en peuvent plus de subir l'hécatombe des emplois publics et les conséquences de la RGPP

Lettre ouverte à Monsieur le Directeur des Finances Publiques des Hautes Pyrénées

Monsieur le Directeur,

Les personnels de la DDFIP des Hautes Pyrénées sont en grève aujourd'hui comme sur l'ensemble du territoire. Vous vous doutez bien que ce n'est pas de gaieté de cœur que des agents dont les traitements sont gelés, et en réalité en baisse du fait de la réforme des retraites, acceptent de perdre une journée de salaire.

Ils expriment par l'action, comme ils l'ont fait les 6 et 27 janvier dernier, leur exaspération face à la politique de casse programmée de leurs missions.

Ainsi, à la DGFIP ce sont 25 000 emplois qui auront été supprimés depuis 2002, 13 000 sur les 5 dernières années, dont 2 441 au titre de 2012.

En 2011 ce sont 72 % des départs à la retraite qui n'auront pas été remplacés. On est bien au delà du dogme du 1 sur 2 prôné par le gouvernement.

Pour notre département, ce sont 9 suppressions d'emplois que nous devons supporter cette année, les agents de catégorie C payant le plus lourd tribut. 110 emplois auront été rayés de la carte en 10 ans.

Ces suppressions, vous n'osez même plus les justifier par des gains de productivité. Seuls 25 % sont "expliqués" par ce biais, pour les 75 % restant place à l'arbitraire.

Au delà des chiffres, vous savez que tous les services et tous les postes sont touchés par un mal profond :

Au nom d'une modernisation qui n'en est pas une, c'est le sens du travail qui se perd chaque jour un peu plus.

Pour beaucoup d'agents, l'intensification et l'augmentation des charges de travail générées par les suppressions d'emplois sont devenues si oppressantes qu'ils sont prêts à accepter l'abandon des missions ou la fermeture des postes pour alléger le poids qui pèse sur leurs épaules.

Car, s'il est une réalité que vous ne pouvez nier c'est bien la dégradation constante des conditions de travail. Elle est telle, que le mal être s'installe chaque jour un peu plus.

Vous comprendrez donc aisément que les agents ne peuvent plus se satisfaire de vos discours convenus, déplorant l'absence de marge de manoeuvre en matière de suppression des effectifs au plan local

Vous déclarez également que vous même, et votre équipe, avez le souci de privilégier les priorités dans l'accomplissement des tâches.

Tarbes, le 2 février 2012

**Syndicat CGT Finances Publiques
Section des Hautes Pyrénées
Centre des Finances Publiques de
Tarbes
1 boulevard du maréchal Juin
65 023 Tarbes cédex 9
<http://www.financespubliques.cgt.fr>**

A cela nous vous répondons, que pour être efficient dans ce cadre il est plus que nécessaire de posséder la connaissance approfondie des missions dévolues à nos deux filières et nous sommes loin d'être convaincus que cela soit le cas.

Aussi, s'il est indéniable que vous n'êtes pas le décideur en matière de suppressions d'emplois, nous savons tous quel est son nom et quel palais de la République il occupe, **permettez nous cependant de vous répondre que les agents ne disposent pas non plus dans ce contexte de marge de manoeuvre pour accomplir correctement les missions qui leurs sont confiées.**

Mais n'y a-t-il que les agents pour constater l'incohérence d'une politique destructrice qui touche toute la Fonction Publique ?

Il est grand temps que les cadres dirigeants soient aux côtés des agents pour défendre le service public.

Vous ne pouvez éternellement en appeler à l'adaptation ; à la réorganisation ou à la polyvalence pour exercer les missions et tenir les sacro-saints objectifs dont dépend d'ailleurs une partie de votre rémunération.

Pour fonctionner et répondre aux attentes des usagers, le service public a besoin de fonctionnaires et ne peut être une coquille vide. .

Il vous faut être conscient de l'exaspération grandissante des agents de tous grades et vous mettons en garde contre la dégradation de leurs conditions de travail qu'ils subissent au quotidien .

Cette situation revêt un caractère insupportable.

Qui plus est, les réponses que vous avez apporté lors des comités techniques des 12 et 31 janvier 2012 ont tout lieu d'inquiéter. **On voit en effet se dessiner une logique de gestion des personnels qui assimilerait les agents à des pions que l'on déplacerait au gré des carences constatées.**

Sachez-le, nous ne laisserons pas faire une gestion qui sacrifierait les droits des agents sur l'autel des objectifs et des carrières directionnelles.

Ce 2 février, en dépit d'un pouvoir d'achat en berne et de difficultés croissantes, les agents des finances sont en grève pour exiger :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois,**
- **un état des lieux des conditions d'exercice des missions et des charges de travail pour les agents ;**
- **la détermination et la création d'un volume d'emplois nécessaires ;**
- **la réouverture du dossier des doctrines d'emplois ;**
- **le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis dix ans.**

Sur l'ensemble de ces revendications, soyez en sûr, ils ne céderont pas à la résignation que d'aucun voudraient leur voir adopter.